

COMPTE-RENDU SÉMINAIRES DE TRAVAIL

Comment mieux associer les citoyens à la gestion locale de l'eau ?

Objectif

Préparer votre plan de participation citoyenne pour gérer votre bassin versant

4 dates

8 décembre 2016
Dijon

12 janvier 2017
Bourget-du-Lac

10 janvier 2017
Aix-en-Provence

5 janvier 2017
Béziers



Temps forts

MATIN

- Introduction à l'ingénierie de la participation
- État des lieux des méthodes participatives
- Besoins, attentes et contraintes des structures vis-à-vis de la participation citoyenne

APRES-MIDI

- Ebauche de plans de participation citoyenne



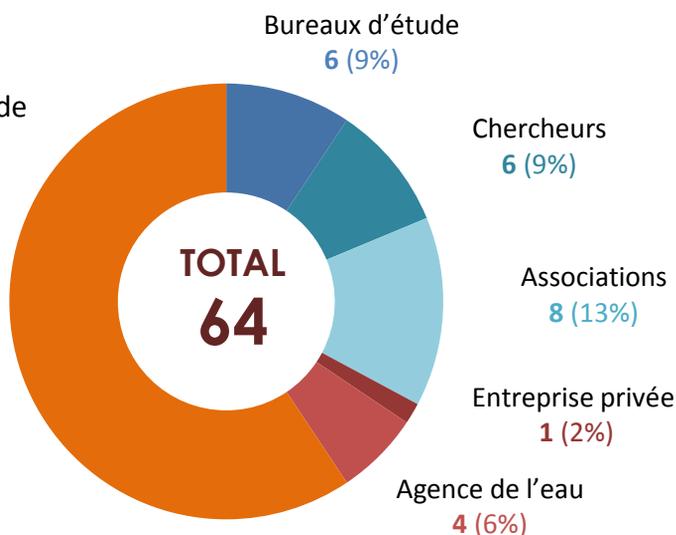
Participants

Structures locales de gestion de l'eau

39 (61%)

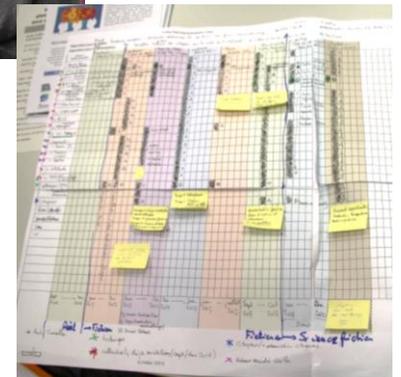
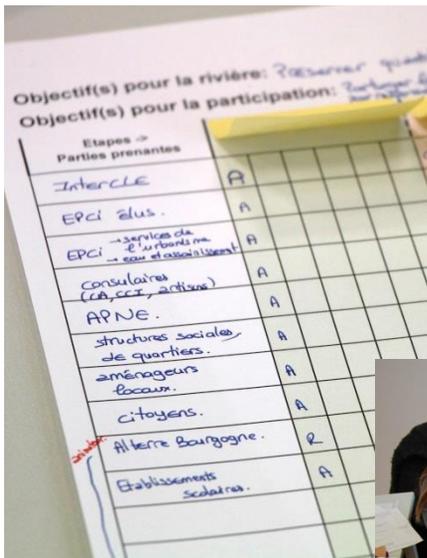
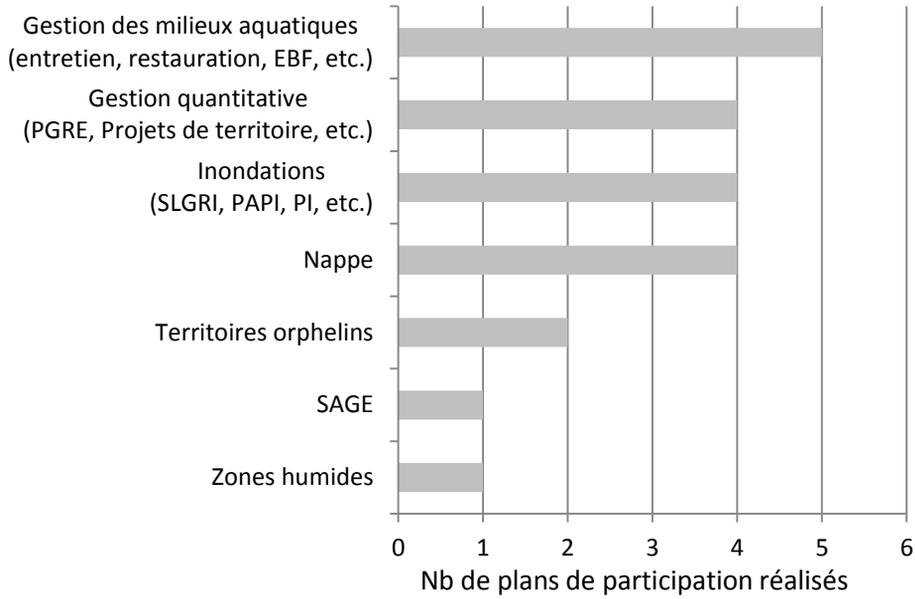
39 participants qui appartiennent à **28 structures locales de gestion de l'eau**, dont:

- 1 InterCLE
- 11 Syndicats mixtes
- 7 Syndicats intercommunaux
- 2 Conseils Départementaux
- 2 Réseaux
- 1 Conservatoire d'espaces naturels
- 2 Communauté d'agglomération
- 1 Parc Naturel Régional
- 1 Comité Intersyndical



Résultats

21 Plans de participation réalisés sur des thématiques, plans ou programmes divers:



Expériences de participation

(exprimées en début de séminaire par les 28 structures présentes)

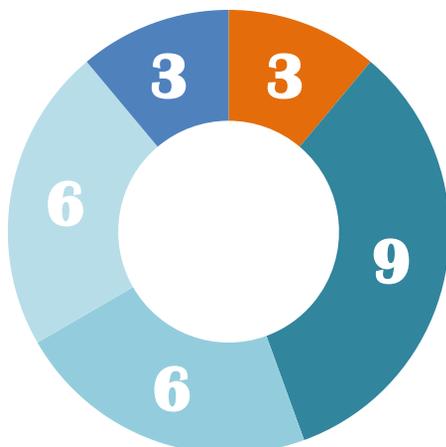
- Etude bilan du contrat de rivière
- Inventaires zones humides et citernes patrimoniales
- Co-construction de solutions face aux risques inondation

Aucune expérience exprimée

Participation citoyenne

Sensibilisation citoyenne

- Bistrots et soirées
- Ateliers citoyens
- Animations scolaires
- Classes de lac
- Visites de sites



Concertation réglementaire

Enquête publique, CLE, Commissions thématiques dans le cadre des SAGE, PAPI, Contrats de milieux, etc.

Participation avec les porteurs

d'enjeux (usagers, acteurs représentatifs...)

- Accompagnement des agriculteurs avec le GERDAL
- Elaboration du programme d'action du contrat de nappe
- Consultation des élus avec Osons Agir (URCPIE)
- Accompagnement de stratégies citoyennes associatives
- Co-construction de plans de gestion sur les zones humides



Credits: Lisode - IRSTEA

Autres expériences de participation citoyenne portées par des associations ou structures non présentes:

- Programme Osons Agir de l'URCPIE [Lien](#)
- Conférence de citoyens Drac-Romanche sur la gestion de l'eau (2006) [Lien](#)
- Préparation de la révision du SAGE Drôme via le projet SPARE [Lien](#)

Projets de participation citoyenne

(exprimés en début de séminaire par les 28 structures présentes)

Restauration et entretien
des cours d'eau et zones
humides

Projet de couverture du
cours d'eau

Observatoire

Classes d'eau

Gestion de plaine
alluviale

Suppression de barrage à
clapet & seuils

Actualisation de l'état des lieux
des besoins agricoles

Fil vert

Suivi citoyen du niveau
de la nappe

Restauration de rivière en
centre ville

Taxe Gemapi

Sentinelles pour la surveillance des crues

Études techniques inondations

Familles à eau positive



Difficultés des structures vis-à-vis de la participation citoyenne (1/3)



Nous avons inséré ce tableau pour répondre aux attentes exprimées par les participants d'avoir des éléments de réponse vis-à-vis de certaines de leurs difficultés. Ces éléments doivent être envisagés comme des pistes de réflexion plutôt que comme des recommandations à appliquer en l'état. Nous restons à votre disposition pour échanger de manière plus approfondie sur le sujet.

Difficultés exprimées par les structures	Éléments de réponse donnés « à chaud » lors des séminaires
Faire participer les citoyens, « ceux qui ne viennent jamais »	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Utiliser des supports pédagogiques ludiques et attractifs (ex: jeux de rôle) ▪ Associer les citoyens très en amont ▪ Leur donner un « statut » pour qu'ils se sentent porteurs de la démarche participative et légitimes pour y participer ▪ Leur montrer l'utilité de leur participation ▪ Trouver ce qui touche la vie de chaque individu (ex : si on leur parle SLGRI ça ne les touche pas mais inondation oui) ▪ Les faire participer via un sondage, une enquête ▪ Réunions de type « Tupperware » (1 groupe d' « ambassadeurs » mobilise des petits groupes de participants via des réseaux proches) ▪ Les faire travailler avec leur propre réseau ▪ Les mobiliser via le monde éducatif, associatif ▪ Aller à leur rencontre individuellement
Crainte des élus de faire participer les citoyens, peur de perte de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Expliciter au préalable le rôle des représentants, élus, vs citoyens ▪ Cadrage méthodologique : expliciter très en amont les règles communes du dispositif participatif, quitte à les rédiger dans une charte de la participation à laquelle les participants adhèrent (ex: faire un tour de table systématique, ne pas couper la parole, rattacher toute prise de parole à la thématique en cours de discussion, etc.). <i>Ex de charte de la participation</i> ICI ▪ Faire appel à un facilitateur ou modérateur professionnel (ex: bureau d'étude)
Peur des « grandes gueules »	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faire appel à un facilitateur ou modérateur professionnel ▪ Utiliser l'expression écrite plutôt qu'orale ▪ Faire appel à un garant de la participation garantissant la neutralité et l'impartialité de la conduite du processus participatif. + d'info ICI
Engager les élus	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Former les élus, les « acculturer » à la participation, à son fonctionnement et à ses bénéfices ▪ Engager une discussion sur l'intérêt général, ce qu'il signifie et qui doit le défendre ▪ Elaborer une charte de la participation (cf. ci-dessus « crainte des élus ») ▪ Identifier un/une enthousiaste de la participation parmi les supérieurs « hiérarchiques » des élus réticents qui puisse les enjoindre à s'engager dans une démarche participative ▪ Réduire la pression (ex : approches ludiques) ▪ Valoriser les retours d'expériences

Difficultés des structures vis-à-vis de la participation citoyenne (2/3)

Difficultés exprimées par les structures	Éléments de réponse donnés « à chaud » lors des séminaires
<p>Que les parties prenantes, y compris les élus et citoyens, s’emparent des enjeux</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Reconnaître la capacité des acteurs à comprendre ▪ Utiliser des méthodes participatives qui s’appuient sur une reconnaissance de la capacité des participants (ex : jury citoyen, conférence de consensus) ▪ Reconnecter les enjeux lointains ou invisibles avec la vie quotidienne
<p>Interconnexion, superposition voire fragmentation des enjeux, des plans/programmes et des compétences Ex: SAGE / SCOTs / PLUs</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Utiliser des méthodes participatives « intégratrices » (ex : Cooplan, modèles et représentations intégrant les différents enjeux et leurs interconnexions mais les représentant de manière simple et compréhensible) ▪ Organiser de s processus intersectoriels de mise en cohérence des politiques (ex: conférences avec des participants issus de différents secteurs, groupes de coordination constitués d’experts des différents secteurs, programmes ou commissions intersectoriels, etc.) ▪ Piloter le plan ou programme en ayant une vision intégrée du territoire plutôt que du projet seul (ex : projet de territoire plutôt que projet de barrage seul)
<p>Mobiliser à grande échelle (plusieurs milliers de personnes)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Moyens « classiques » : lettre d’information dans les boîtes aux lettres ou par email, enquête, etc. ▪ Utiliser les technologies de l’information et de la communication et les « civic tech » (ex: plateformes de débat en ligne de type Fluicity, Democras, Vooter, politizr, etc.). Mais attention tout le monde n’a pas internet. ▪ Extension sociale : mobiliser les participants via leurs relations interpersonnelles, leurs réseaux sociaux (ex: associations), la société civile ▪ S’appuyer sur les structures et associations préexistantes et ayant des réseaux établis ▪ Réunions de type « Tupperware » (cf. ci-dessus « Faire participer les citoyens ») ▪ Diffusion virale
<p>Contraintes réglementaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les évolutions réglementaires générales en cours incitent à une concertation préalable (cf. Rapport Richard, Ordonnance 2016-1060 et Charte sur le dialogue environnemental) ▪ Tous les plans/programmes incluent un volet concertation (ex: futur cahier des charges PAPI) qui peut toujours être « élargi »: rien n’empêche une CLE existante de mettre en place et légitimer un groupe de citoyens sur les enjeux du SAGE. Rien n’empêche d’aller plus loin que les contraintes réglementaires! ▪ Être transparent dès le départ que la décision finale reviendra aux élus mais que les citoyens peuvent faire des propositions

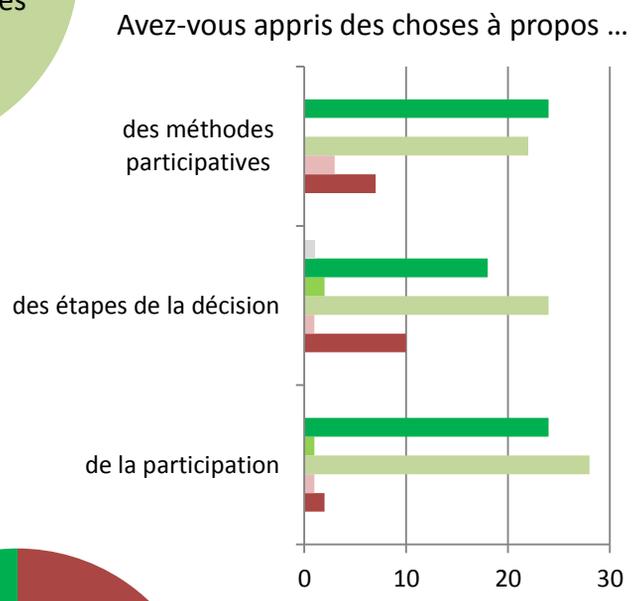
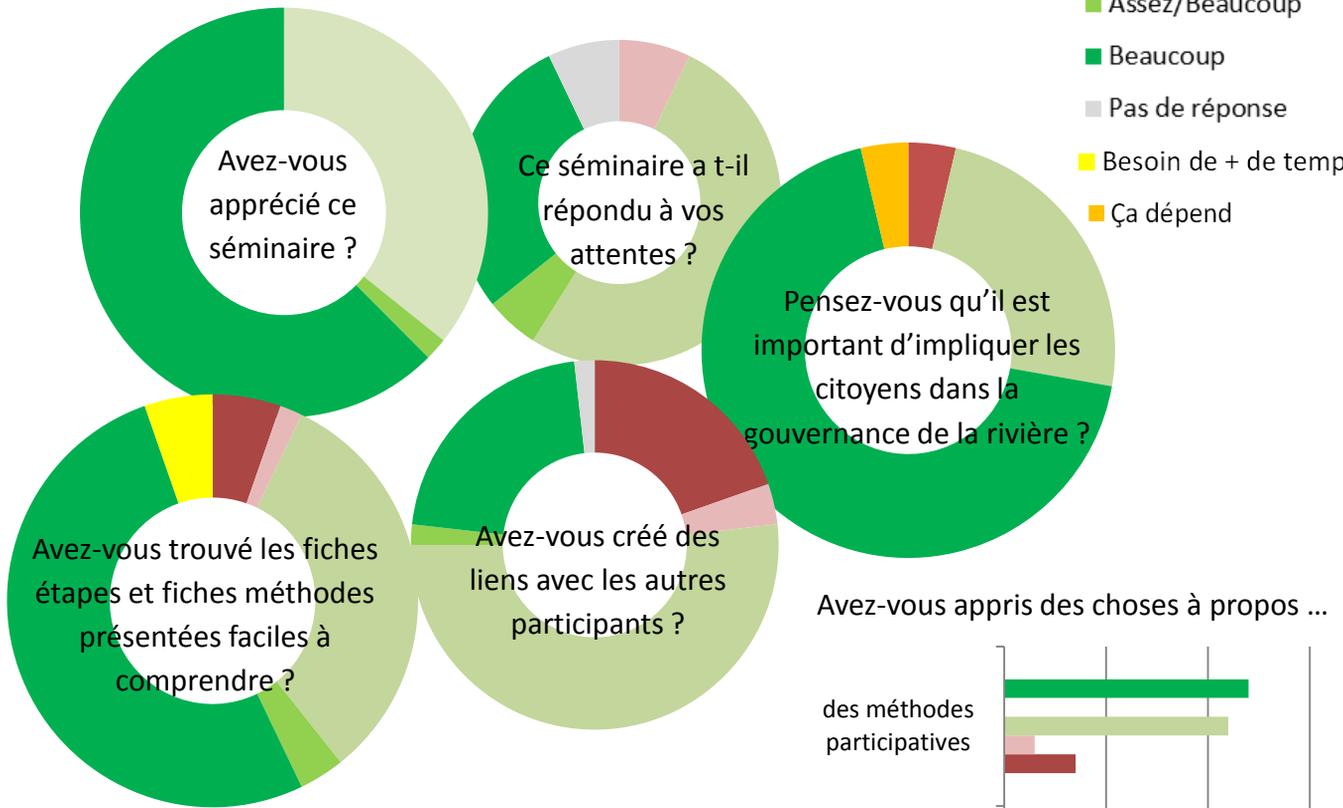
Difficultés des structures vis-à-vis de la participation citoyenne (3/3)

Difficultés exprimées par les structures	Difficultés exprimées par les structures
<p>Comment constituer un groupe « représentatif »</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Commencer par clarifier : représentatif de quoi ? ▪ Passer par les instituts de sondage (mais onéreux) ▪ Tirer les participants au sort dans l'annuaire téléphonique ou les listes électorales ; mais pose le problème des « oubliés » qui ne sont souvent pas sur ces listes ▪ Constituer un panel « qui a du sens » pour couvrir la diversité des situations et des enjeux même s'il n'a pas de sens statistique ▪ Rassembler des volontaires et effectuer une sélection parmi eux pour qu'ils soient représentatifs
<p>« Partir à l'assaut de la citadelle technique » ex : études volumes prélevables</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faire une bonne introduction générale pour contextualiser l'étude et expliquer l'intérêt et l'enjeu de la participation ▪ Préparer un document de « vulgarisation » du document technique ▪ Pointer les éléments pour lesquels une marge de manœuvre existe ▪ Expliquer les implications des choix faits par les participants ▪ Légitimer et structurer le dialogue technique issu des citoyens et de la société civile
<p>Mobiliser lorsqu'il n'y a pas de « problème » Ex: préserver une rivière en bon état</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Se centrer sur l'enjeu plutôt que sur le problème (ex : aménagements prévus) ▪ Utiliser des scénarios ▪ Peut-être qu'il n'y a pas besoin de participation ? ▪ Partir de l'avis des participants en leur demandant sur quoi et pourquoi ils souhaiteraient participer
<p>Partir de la page blanche ou arriver avec un pré-projet ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Alternier les 2 : partir de la page blanche puis faire des propositions, faire intervenir des experts ▪ Porter à connaissance le travail d'autres groupes ayant travaillé sur des enjeux similaires
<p>Coût financier</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Economiser : faciliter soi-même le processus plutôt que d'embaucher un facilitateur externe, se former à des méthodes participatives en ligne via des MOOC, etc; mais attention tous ces choix ont des implications sur le processus participatif qui sont à prendre en compte ▪ Favoriser des dynamiques autonomes au sein de groupes citoyens ▪ Faire payer pour participer ▪ Adapter l'ambition aux moyens disponibles ▪ Bien évaluer le coût relatif de la participation par rapport au projet lui-même
<p>Engager des démarches participatives pour des terrains privés (expropriations)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Créer des moments participatifs spécifiques et un dialogue à plusieurs échelles pour discuter de l'intérêt général

- Pas du tout
- Pas trop
- Pas Trop/Assez
- Assez
- Assez/Beaucoup
- Beaucoup
- Pas de réponse
- Besoin de + de temps
- Ça dépend

Evaluation des séminaires

56 réponses (sur 64 participants)



Questions spécifiques aux structures

locales de gestion de l'eau

(38 réponses)

Voudriez-vous être accompagnés par IRSTEA sur l'ingénierie et la mise en œuvre de votre projet participatif dans les deux années à venir ?

